

REPUBLIQUE DU BURUNDI



MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE LA PLANIFICATION ECONOMIQUE

CABINET DU MINISTRE

COMMUNICATION SUR LES REALISATIONS DU MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE LA PLANIFICATION ECONOMIQUE AU COURS DU PREMIER SEMESTRE EXERCICE 2021-2022.

Le décret n°100/069 du 24 septembre 2020 portant missions, organisation et fonctionnement du Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique confie à ce ministère les missions (1) de mobilisation des ressources financières intérieures et extérieures ; (2) de financer, grâce aux ressources collectées, les politiques publiques à travers la conception et l'exécution du budget tant de fonctionnement que d'investissement et (3) de planifier l'économie du pays.

Au cours de ce premier semestre, les différents départements ministériels et institutions sous tutelle du Ministère des Finances, du Budget et de la planification Economique ont continué de travailler, d'un côté séparément, mais de l'autre côté, là où cela s'imposait, en synergie pour réaliser des actions qui ont conduit aux réalisations ci-après.

I. Recettes

Cette rubrique comprend la mobilisation des Recettes intérieures et les financements extérieurs.

I.1. Recettes intérieures

Sur une prévision de recettes intérieures de 588,84 milliards BIF pour le premier trimestre 2021/2022, les services de l'OBR ont recouvré un montant de 642,34 milliards BIF, soit un taux de réalisation **109%**.

I.2 Financements extérieures

Dans le cadre de la mobilisation des ressources extérieures, le Gouvernement du Burundi à travers le Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique a procédé aux négociations qui ont abouti à la signature des accords de financement respectivement avec le Groupe de la Banque Africaine de Développement pour un montant de 20 millions d'UC, avec l'Union Européenne pour un montant de 17.670.000 Euro, et avec le Groupe de la Banque Mondiale pour un montant 80 millions de dollars américains. Il y a eu aussi une Facilité de Crédit Rapide en faveur du Burundi pour un montant de 76,2 Millions de Dollars Américains et une allocation des Droits de Tirages Spéciaux (DTS) d'une enveloppe de près de 211,5 Millions de Dollars Américains avec le FMI dans le cadre d'améliorer le niveau des réserves de change d'une part, et de donner plus de flexibilité dans la gestion des politiques économiques, d'autre part.

II. Exécution des dépenses du Budget de l'Etat

Au cours de l'exercice budgétaire 2020-2021, sur une prévision annuelle des dépenses de **1 266 298 034 351 BIF** du budget de l'Etat, un montant hors dons et prêts de **493 116 304 172 BIF** a déjà été exécuté, soit un taux d'exécution de **38,9%**. Ce taux s'explique par le faible niveau d'exécution des investissements publics au cours de ce premier semestre.

Le taux d'exécution des salaires et traitements est de **48,6%** : sur un crédit prévu d'un montant de **499 552 097 865 FB**U ; un montant de **242 704 167 610 FB**U a été exécuté. Nous profitons de l'occasion pour annoncer que les salaires aux fonctionnaires de l'Etat ont été toujours payés dans les délais.



Le taux d'exécution des biens et services est de **48,1%**. En effet, sur **132 243 293 507 FBU** de crédit prévu, un montant de **63 625 363 248 FBU** a été exécuté.

Le taux d'exécution des transferts courants et subsides est de **44,4%**: sur **341 276 048 257 FBU** de crédit prévu, un montant de **151 452 423 933 FBU** a été exécuté.

Le taux d'exécution des investissements sur ressources nationales est de **12,1%**. Ce faible taux est expliqué par les procédures de passation de marchés pour les différentes acquisitions qui sont encore en cours pour certains ministères au cours du 1^{er} semestre. En effet, sur un montant de **293 226 594 722 FBU** de crédit prévu, **35 334 349 381 FBU** a été exécuté.

Au-delà de ces réalisations qui touchent le cœur même de l'activité du Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique, d'autres réalisations, non moins importantes, sont à communiquer :

1. Dans le cadre du recensement du patrimoine immobilier de l'Etat, ce travail a été effectué et le rapport de recensement du patrimoine immobilier de l'Etat consolidé a été produit et il est disponible;
2. Des activités de recrutement d'un consultant national pour appuyer l'équipe mise en place pour la définition des cibles du PND 2018-2027, d'organisation d'un atelier pour la définition des valeurs de référence et des cibles sur base du rapport d'actualisation des indicateurs de suivi de la mise en œuvre du PND 2018-2027 renseignés par l'ISTEEBU et de finalisation d'intégration des données dans la maquette des indicateurs et cibles du PND ont été réalisées en vue de définir les cibles du PND Burundi 2018-2027 .
3. Le document du Programme d'Investissement Public (PIP) 2022-2025 et le rapport sur le bilan des réalisations du PIP 2020-2021 ont été élaborés et ils sont disponible pour le moment;
4. Le Projet de Loi de Règlement et Compte Rendu Budgétaire et le rapport sur la gestion du compte général pour l'exercice 2019-2020 ont été produits et transmis à la Cour des Comptes ;



5. Sur un total de 480 marchés prévus d'être contrôlés au cours de l'exercice 2021-2022, 199 marchés ont été contrôlés;
6. Le Ministère a continué à interagir avec les Partenaires au Développement et à faire le suivi de la performance du portefeuille et l'exécution des projets financés par les Partenaires au Développement : des réunions virtuelles sur l'état d'avancement du portefeuille des différents projets ont été organisés ;
7. Concernant le financement du Recensement Général de la Population, de l'Habitat, de l'Agriculture et de l'Elevage 2022 au Burundi, une Table Ronde des Partenaires au Développement a été organisée;
8. Le Ministère a également organisé la 58ème réunion des Gouverneurs Africains à la Banque Mondiale et au FMI; le Caucus Africain 2021;
9. Dans le cadre de la moralisation des fonctionnaires de l'Etat pour la lutte contre la corruption et les malversations économiques, le Ministère a organisé une retraite à l'endroit de tous les gestionnaires de credit du budget de l'Etat
10. D'autres résultats non moins importants ont été atteints, que ce soit au niveau de l'administration centrale (l'Inspection Générale du Ministère, la Direction de l'Informatique, Direction Générale des Finances Publiques, Direction Générale du Budget et de la Politique Fiscale, Direction Générale de la Planification, Direction Générale de l'Administration et des Finances, Direction Générale du Portefeuille de l'Etat, Direction Nationale de Contrôle des Marchés Publics) comme au sein des institutions sous tutelle du Ministère (**OBR, ARMP, ARCA, ISTEEBU, ARCP, FIGA**) ;
11. Vingt-neuf (29) campagnes d'informations et de sensibilisation auprès des contribuables et partenaires ont été organisées par l'OBR;
12. La lutte contre la fraude douanière et fiscale ainsi que la campagne de recouvrement des montants établis non contestés ont permis de recouvrer un montant de 1 315 761 195 BIF
13. Des activités de collecte des données statistiques, de traitement des dossiers de réclamations et litiges nés de l'application du Code des assurances, de renforcement de capacité des acteurs de la commande publique sur le Code des marchés publics révisé et ses textes d'application , de suivi et évaluation



de l'exécution des contrats Partenariat Public Privé (PPP) sur terrain, etc. ont été réalisées ;

- 14. Nous signalons également que le Fonds d'Impulsion et de Garanti et d'Accompagnement (FIGA) a organisé un atelier sur les mécanismes d'accompagnement des financements de garanties du FIGA à l'endroit des parties prenantes
- 15. Les activités d'ordre général comme les communications de presse, les réunions avec le personnel à différents niveaux, les visites dans les services, les descentes dans les institutions sous tutelle, la production des rapports ont été également organisées et mises en œuvre.

Comme la plupart des réalisations du ministère des Finances, du budget et de la Planification Economique ne se décline pas en des manifestations physiques, mais surtout en des flux monétaires et financiers, nous pouvons dire que les réalisations des autres secteurs, que ce soit au niveau fonctionnement comme au niveau investissement, sont la preuve que les réalisations du Ministère ont été très satisfaisantes. En effet, au cours du premier semestre de l'exercice budgétaire 2020-2021 le financement du fonctionnement de l'Etat, le service de la dette ainsi que le financement des investissements ont été assurés à travers le Ministère ayant les finances dans ses attributions.

CONCLUSION

Le Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique va continuer à explorer les réformes permettant de remporter des performances économiques. Le système de gestion des finances publiques continuera à être amélioré en vue de mettre résolument les finances publiques au service du développement et du bien-être des citoyens.

Il importe de préciser que le numéro WhastApp **77 531 005** du Ministre est toujours fonctionnel.